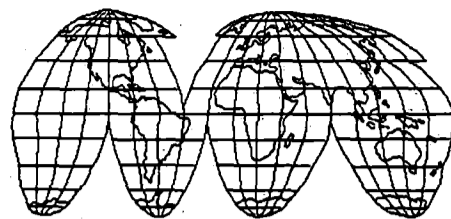


Du 8 au 14 juin 1995



Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
Direction des communications sur la politique étrangère (BCF)

(available in English)

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
COMMUNIQUÉS :**

**Les ministres Ouellet et MacLaren annoncent une stratégie
pour aider les entreprises canadiennes à décrocher une plus
grande part des contrats des institutions financières internationales**

Le 14 juin 1995, n° 110

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, et le ministre du Commerce international, M. Roy MacLaren, ont annoncé aujourd'hui que le gouvernement acceptait le *Rapport final du Groupe de travail interministériel sur le marché des IFI*. Les auteurs du rapport, qui a été rendu public aujourd'hui à l'occasion des consultations annuelles entre l'Association des exportateurs canadiens et l'Agence canadienne de développement international (ACDI), proposent un programme d'action triennal en vue d'aider les entreprises canadiennes à décrocher un plus grand nombre de contrats dans le cadre de projets d'immobilisations financés par des institutions financières internationales (IFI), comme la Banque mondiale et les banques régionales de développement. « Les IFI assurent chaque année plus de 40 milliards de dollars américains en financement de projets sur certains des marchés qui connaissent la plus forte croissance au monde, a souligné M. MacLaren. Nous devons accroître notre part de cette activité, et la mise en oeuvre des recommandations de ce rapport nous y aidera » [...] « Notre objectif premier à la Banque mondiale et dans les banques régionales de développement est de veiller à répondre aux besoins économiques et sociaux des membres emprunteurs tout en favorisant leur développement durable, a noté M. Ouellet. Les considérations de développement continueront d'inspirer l'affectation de l'aide publique au développement, mais l'ACDI cherchera en outre à maximiser les retombées pour le Canada lorsque nos objectifs de développement et nos intérêts commerciaux seront complémentaires. »

**Le Canada exhorte le régime militaire de la Birmanie à libérer
Daw Aung San Suu Kyi**

Le 14 juin 1995, n° 109

Le secrétaire d'État (Asie-Pacifique), M. Raymond Chan, au nom du gouvernement du Canada, a exhorté le gouvernement de la Birmanie à libérer tous les prisonniers politiques, y compris Daw Aung San Suu Kyi, chef de la Ligue nationale pour la démocratie et lauréate du Prix Nobel de la paix. M. Chan a souligné que Daw Aung San Suu Kyi entamera sa septième année d'assignation à résidence le mois prochain. [...] « Le dossier de la Birmanie au chapitre des droits de la personne est l'un des plus lamentables d'Asie. Il est déplorable que le régime militaire continue de défier la volonté du peuple, volonté qui a été exprimée clairement lors des élections nationales, a déclaré M. Chan. Avant que la Birmanie ne puisse normaliser ses relations avec la communauté internationale, elle devra s'engager à entreprendre une véritable réforme politique en libérant les prisonniers politiques et en entamant le processus de réconciliation nationale. »

**Le Canada déplore les retards apportés au rétablissement de la
démocratie au Nigéria**

Le 12 juin 1995, n° 108

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a exprimé sa vive inquiétude face aux retards répétés du rétablissement de la démocratie au Nigéria. Le 12 juin marque le deuxième anniversaire de l'annulation des élections présidentielles considérées comme les plus justes et les plus pacifiques de l'histoire de ce pays. Pour souligner ce triste anniversaire, le ministre Ouellet a annoncé que la secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), l'honorable Christine Stewart, rencontrera aujourd'hui M. Wole Soyinka, un chef de file du mouvement démocratique du Nigéria et le seul lauréat du prix Nobel (remporté dans la catégorie Littérature, en 1986) de son pays. « Je suis heureuse de pouvoir rencontrer un défenseur aussi éminent de la démocratie et des droits de la personne, a déclaré M^{me} Stewart. Les Nigériens, qui ont manifesté leur empressement et leur enthousiasme à l'égard du processus démocratique, sont soumis à un régime militaire depuis 12 ans. Je me réjouis à la perspective de discuter avec M. Soyinka de la contribution que le Canada et le Commonwealth peuvent apporter pour assurer que les dirigeants de ce pays prennent des mesures concrètes pour rétablir la démocratie, la primauté du droit et le respect des droits de la personne. »

**La vice-première ministre Copps et le ministre Dupuy font partie de
la délégation de Québec 2002 à Budapest**

Le 9 juin 1995, n° 107

La vice-première ministre et ministre de l'Environnement, M^{me} Sheila Copps, et le ministre du Patrimoine canadien, M. Michel Dupuy, se rendront à Budapest du 12 au 17 juin pour appuyer la candidature de Québec à titre de ville hôte des Jeux olympiques d'hiver de 2002. Le Comité international olympique (CIO) se réunira dans la capitale hongroise et rendra public, le 16 juin, le choix final de la ville hôte. M^{me} Copps et M. Dupuy se

joindront au premier ministre québécois, M. Jacques Parizeau, et au maire de Québec, M. Jean-Paul L'Allier, pour appuyer la Société des jeux d'hiver de Québec 2002. La délégation fera part aux membres du CIO de l'enthousiasme de tous les Canadiens à l'idée d'accueillir le monde entier en 2002 et présentera les excellentes installations qu'offre Québec pour la tenue des Jeux. « La ville de Québec est la candidate de tout le Canada, a déclaré M^{me} Copps. Elle a été choisie par l'Association olympique canadienne et bénéficie de l'appui enthousiaste des Canadiens. » Le gouvernement du Canada souscrit pleinement à la candidature de Québec et il s'est engagé à verser 208 millions de dollars pour la mise en oeuvre des Jeux si cette ville est choisie. Il a aussi joué un rôle actif et dynamique dans la campagne menée pour que les Jeux aient lieu au Canada, notamment par la nomination spéciale en mai 1994 par le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, de M. Arthur Perron à titre d'ambassadeur du Canada pour Québec 2002. Le gouvernement canadien a également contribué 2,5 millions de dollars à l'appui de la candidature de Québec. « Pour tous les athlètes, la possibilité de se mesurer aux meilleurs athlètes du monde dans leur propre pays constitue une chance exceptionnelle », a ajouté M. Dupuy.

Le président du Conseil permanent de la Francophonie en visite au Canada

Le 9 juin 1995, n° 106

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé que le président du Conseil permanent de la Francophonie (CPF), M. Émile-Derlin Zinsou, effectuera une visite officielle au Canada du 12 au 15 juin 1995. À Ottawa, M. Zinsou doit rencontrer le premier ministre Jean Chrétien et le ministre Ouellet. « Je suis très heureux, à quelques mois de la tenue du sixième Sommet de la Francophonie, de recevoir M. Zinsou. La visite du président du Conseil permanent de la Francophonie donne au gouvernement canadien une nouvelle occasion de montrer toute l'importance qu'il accorde à la Francophonie », a déclaré M. Ouellet. Le Ministre s'entretiendra avec le Président de la préparation du sixième Sommet de la Francophonie, prévu pour décembre prochain à Cotonou, au Bénin. Ils discuteront également de la Conférence sur la diplomatie préventive, une initiative proposée par M. Ouellet lors de la dernière réunion ministérielle qui avait lieu à Ouagadougou. Cette conférence, qui aura lieu à Ottawa en septembre et dont M. Ouellet sera l'hôte au nom du gouvernement canadien, devrait déboucher sur des propositions qui seront soumises au prochain Sommet de Cotonou. Après son séjour à Ottawa, M. Zinsou se rendra au Nouveau-Brunswick et au Québec pour y rencontrer les autorités gouvernementales. Ces deux provinces ont, au sein de la Francophonie, le statut de « gouvernement participant ».

M. Ouellet rend hommage à M. Charles Ritchie

Le 8 juin 1995, n° 105

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a souligné avec tristesse le décès de l'ancien diplomate M. Charles Ritchie à l'âge de 88 ans et a offert ses condoléances à sa veuve Sylvia et à sa famille. « Charles Ritchie a été un remarquable diplomate et fonctionnaire qui, par son dévouement, son professionnalisme et son expérience, a grandement contribué à donner forme à la politique étrangère canadienne de l'après-guerre et à accroître la notoriété du Canada au sein de la communauté internationale, a déclaré M. Ouellet. Nous pleurons sa mort. »

DISCOURS

L'Inde est plus que l'un des nouveaux « tigres » de l'Asie. D'ici la fin du siècle, sa population frisera le milliard d'habitants. Son économie, autrefois dirigée, fermée sur elle-même et basée sur le remplacement des importations, est devenue plus ouverte sur le monde, et riche de nouvelles possibilités. L'Inde est maintenant dotée d'une classe moyenne qui compte 250 millions de personnes et grossit rapidement, et qui représente le nouveau marché de consommation le plus grand du monde. Depuis 1991, l'Inde a entrepris d'importantes réformes économiques pour libéraliser les échanges et l'investissement. Ces réformes commencent à porter fruit. Depuis 1992, les exportations de l'Inde ont progressé de 20 p. 100 par année; les afflux de capitaux ont été 30 fois plus élevés en 1994 qu'en 1991. Ce vent de libéralisation et cette participation croissante aux échanges mondiaux contribuent à inspirer confiance dans l'économie indienne. Les réformes économiques ont ouvert de nombreux secteurs aux entreprises et aux investisseurs étrangers. La déréglementation permet une activité croissante du secteur privé, tandis que la réduction des tarifs douaniers et autres droits d'importation encourage la venue d'entreprises étrangères. Autre facteur tout aussi important, après avoir accompli le geste historique de signer l'Uruguay Round du GATT [Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce], l'Inde vient d'adhérer à l'Organisation mondiale du commerce, ce qui veut dire qu'elle assure une meilleure protection des droits de propriété intellectuelle et qu'elle se conforme aux règles du commerce international qui ont été établies par consensus. L'Inde est en train de s'ouvrir. Pour les entreprises canadiennes, c'est le moment de se positionner sur ce marché en grande partie inexploité. Les débouchés commerciaux et les possibilités de partenariat émergent rapidement. Pour nous imposer sur ce marché de plus en plus compétitif, nous devons unir nos efforts et employer nos ressources limitées à développer les secteurs les plus prometteurs. C'est là le but de *Pleins feux sur l'Inde*. *Pleins feux sur l'Inde* est une initiative de l'« Équipe Canada », menée par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et par l'Agence canadienne de développement international, au terme de longues consultations avec le secteur privé et avec divers ministères et organismes provinciaux et fédéraux, y compris la Société pour l'expansion des exportations et la Corporation commerciale canadienne. *Pleins feux sur l'Inde* privilégie une approche concertée du développement des échanges avec l'Inde, afin que les compagnies canadiennes puissent plus efficacement percer sur ce nouveau marché. Les nouveaux exportateurs obtiendront de *Pleins feux sur l'Inde* des détails sur les sources et les programmes d'information sur les marchés. Les exportateurs d'expérience y trouveront une stratégie cohérente visant à améliorer l'accès canadien au marché indien et à développer le commerce et l'investissement avec l'Inde.

Pleins feux sur l'Inde repère les difficultés et les contraintes auxquelles se heurtent les Canadiens qui abordent le marché indien. En détectant les obstacles — comme par exemple les pratiques d'approvisionnement des pouvoirs publics —, nous pourrions nous associer pour les surmonter. En découvrant les autres facteurs négatifs — comme l'ignorance, tant au Canada qu'en Inde, des possibilités d'exploiter ensemble de nouveaux débouchés sur nos marchés intérieurs respectifs aussi bien que sur les marchés tiers —, nous pourrions mettre en commun nos énergies pour en venir à bout. *Pleins feux sur l'Inde* n'est absolument pas un document statique; il évoluera avec les priorités canadiennes en matière de développement commercial, et avec les conditions du marché. À terme, nous espérons qu'il servira de catalyseur et facilitera une plus grande participation du secteur privé au développement économique de l'Inde. *Pleins feux sur l'Inde* définit les priorités canadiennes. En couplant les besoins de l'Inde aux capacités des entreprises canadiennes, il recense les secteurs — énergie, télécommunications et industries de l'environnement — qui offrent le plus grand potentiel aux entreprises canadiennes. La correspondance étroite entre l'expertise technologique canadienne et les besoins en infrastructure de l'Inde fait de ce pays un marché fort lucratif pour les entreprises et les investisseurs canadiens. [...] Nous avons aussi renforcé notre présence en Inde en augmentant le nombre de nos agents commerciaux à New Delhi et à Bombay et en nommant de nouveaux consuls honoraires à Madras et Bangalore, ce qui nous a permis d'accroître le niveau de l'aide accordée aux entreprises actives en Inde et de promouvoir le Canada comme source fiable de biens, de services et de technologies de qualité.

Notes pour une allocution de l'honorable Roy MacLaren, ministre du Commerce international, à l'occasion du lancement de *Pleins Feux sur l'Inde*, à Toronto (Ontario) le 12 juin 1995, 95/38.

ACDI

L'ACDI lance une politique de réduction de la pauvreté

Le 13 juin 1995, 95-10

Le programme d'aide étrangère du Canada mettra en oeuvre toute une gamme de stratégies afin de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté dans les pays en développement et fera appel à des compétences canadiennes correspondant aux besoins. C'est ce qu'a annoncé M^{me} Christine Stewart, secrétaire d'État (Amérique latine et l'Afrique), au nom du ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet. « La politique de réduction de la pauvreté définit une orientation stratégique multidimensionnelle, fondée sur la participation et la coopération », a déclaré M^{me} Stewart à l'occasion d'une conférence sur la réduction de la pauvreté parrainée conjointement par la Fondation pour la formation internationale et l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

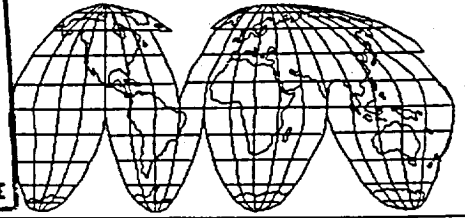
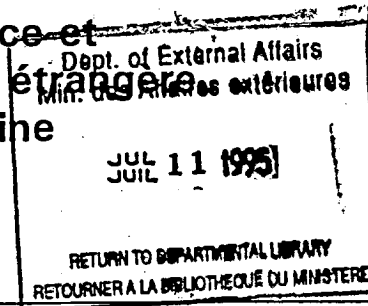
CABINET DU PREMIER MINISTRE

Le premier ministre Jean Chrétien a reçu de l'honorable Peter Lougheed le rapport final du Comité de suivi du forum Canada-Japon 2000. « Je suis très heureux de recevoir ce rapport. Mon gouvernement examinera avec plaisir les recommandations suggérées par le comité en vue de resserrer les liens entre nos deux pays, a indiqué M. Chrétien. Le Japon est l'un des principaux partenaires du Canada et j'apprécie à sa juste valeur la contribution d'éminentes personnalités soucieuses de renforcer ce partenariat », a-t-il ajouté.

À VENIR :

- | | |
|------------------|---|
| 15-17 juin : | Sommet du G-7 (Halifax) |
| 17-19 juin : | PM Chrétien et le chancelier allemand M. Helmut Kohl
aux Territoires du Nord-Ouest |
| 4-15 septembre : | Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes (Beijing, Chine) |

Pour obtenir des copies supplémentaires du matériel provenant du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, composez le (613) 944-4000 ou sans frais le 1-800-267-8376. Pour obtenir des renseignements sur le matériel provenant d'autres ministères, contactez leurs divisions respectives des communications. «Le commerce et la politique étrangère cette semaine/This Week in Trade and Foreign Policy» est préparé chaque semaine à la Direction des communications sur la politique étrangère (BCF).



Department of Foreign Affairs and International Trade
Foreign Policy Communications Division (BCF)

(disponible en français)

FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE:
PRESS RELEASES:

Ouellet Urges Bosnian Government to Ensure Freedom of Movement of
Canadian UN Peacekeeping Forces in Visoko

June 21, 1995, no. 114

Foreign Affairs Minister André Ouellet urged the Republic of Bosnia-Herzegovina to take all necessary steps to ensure the safety, re-supply and freedom of movement of Canadian UN Protection Force (UNPROFOR) troops based in Visoko in accordance with UN Security Council resolutions. "I have written to Bosnian Foreign Minister Sacirbey to express the Canadian government's concerns about restrictions on our troops in Visoko, particularly the blockading of the Canadian base. I understand that the Bosnian authorities have now agreed to relax the restrictions on UNPROFOR and to allow re-supply of Canadian observation posts," said Mr. Ouellet. The Minister underlined that Canadian forces are determined to fulfil their UN mandate and that Bosnian Army threats to shell the Visoko base or fire on Canadian forces are completely unacceptable. He is urging Mr. Sacirbey to pursue Bosnia's political aims at the negotiating table.

MacLaren Presents 1995 International Trade Award for Excellence

June 21, 1995, no. 113

The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, presented the 1995 Minister's International Trade Award for Excellence to Doreen Conrad, Deputy Director, Service Industries and Transportation Division, for her outstanding contribution in expanding the Department's capacity to engage more Canadian services exporters in foreign markets. "Ms. Conrad's efforts have resulted in a much better understanding within the Department of Foreign Affairs and International Trade of the special needs of services exporters," said Mr. MacLaren when presenting the Award. "The Canadian services industry has been highly complimentary of her efforts in promoting services exports."

MacLaren Welcomes Visit of Indian Energy Minister

June 19, 1995, no. 112

The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, announced the visit to Canada of the Honourable Satish Sharma, Minister of State for Petroleum and Natural Gas, from June 21 to 24. During his visit to Calgary on June 22, Mr. Sharma and a delegation of Indian business people will attend InterCan '95, the Province of Alberta's annual oil and gas trade show. He will also deliver a keynote address to the South Asia Business Association and meet privately with Canadian industry representatives.... "India's oil and gas market, estimated to be about US\$4 billion and growing at about 15 per cent annually, offers a wealth of opportunity for Canada. Once the exclusive domain of the public sector, this industry is gradually being liberalized. At present, more than half of India's requirements are met through imports," said Mr. MacLaren.

Egyptian Minister to Visit Canada

June 16, 1995, no. 111

Foreign Affairs Minister André Ouellet announced that the Egyptian Minister of Public Enterprise Sector, His Excellency Dr. Atef Mohamed Ebeid, will pay an official visit to Canada from June 19 to 23. Dr. Ebeid, who is also Minister of State for Administrative Development and the Environment, will visit Ottawa, Montreal and Toronto. In addition to meeting with Mr. Ouellet, Dr. Ebeid is expected to hold discussions with his Canadian counterparts, including the Minister for International Trade, Roy MacLaren, the Minister of the Environment, Sheila Copps, and the Minister Responsible for Public Service Renewal, Marcel Massé. Dr. Ebeid will also meet with senior officials of the Canadian International Development Agency. The Egyptian Minister's agenda will include round table meetings in Montreal and Toronto with groups doing business in Egypt. During his meeting with Mr. Ouellet, Dr. Ebeid is expected to discuss general bilateral relations and areas of mutual interest, particularly economic matters. Egypt is a member of La Francophonie and the Organization of African Unity. A leading participant in the Middle East peace process, Egypt is a member of the Middle East Refugee Working Group, which is chaired by Canada.

STATEMENTS

Global investment is becoming at least as important to Canada's economic future as is global trade. Or to put it another way, in order to advance the goals of greater employment and growth, Canada must be a home to firms with global operations and global aspirations. This sea change has given rise to two policy imperatives. First, we have come to the realization that the central problem facing Canada in the 1990s is not how to screen foreign investment, but how to compete for it. The fact is that investment is a finite pie. More and more nations want a slice.... The second policy implication of globalized investment is the more radical: that Canada should be encouraging outward — as well as inward — investment if we want to build bridges to the emerging global economy. After all, the same logic that argues for a greater foreign presence in Canada also argues for a greater Canadian presence abroad. For many Canadian firms — particularly those in the service sector — the

best way to access a foreign market is to establish an investment foothold in that market.... As you are all too aware, the Minister of Finance and I rarely waste an opportunity to ask what role Canadian banks are playing in facilitating Canadian business performance internationally, particularly the performance of our small and medium-sized enterprises. But tonight I also want to express my interest in the global viability and competitiveness of the Canadian banks themselves. No one can afford any longer to be strictly domestic players, least of all institutions that play such an essential role as financial intermediaries.

Notes for an Address by the Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, to the Annual General Meeting of the Canadian Bankers Association: (Ottawa, Ontario, June 14, 1995, 95/40).

A few days from now, the leaders of the world's seven most industrialized countries will be meeting in Halifax for their 21st summit. Whatever we might think about the changing nature of foreign policy and international relations, these summit meetings are always useful and relevant. They allow us not only to review the major problems facing us, but above all they give us an opportunity to collectively manage the changes affecting all of us.... Allow me, if you will, to touch on some of Canada's political objectives on the eve of the Halifax Summit. Prime Minister Jean Chrétien will take the opportunity when here tomorrow to talk about the economic aspect of the summit. The issue of United Nations [UN] reform exemplifies the need for political will. This summit will allow us not only to commemorate the 50th anniversary of the UN but also to reaffirm our commitment to multilateral co-operation in the political and security areas. I intend to continue the dialogue that I began last year in New York when, on behalf of the Government, I presented Canada's proposals for reform of the United Nations — in particular its rapid reaction capability. Canada has conducted a study on the matter, and has undertaken to present the results at the next meeting of the General Assembly this autumn in New York.... Recent events have underscored the importance of having a strong, credible multilateral system where international security is concerned. Only a month ago, 178 countries made the extraordinary decision to extend indefinitely the Nuclear Non-Proliferation Treaty [NPT], the world's most important arms control agreement. The momentum behind this decision cannot be halted.... We must take advantage of this momentum to complete a nuclear test ban agreement by 1996. I referred a moment ago to political will. With political will, I believe we can reach such an agreement. But we must get down to it and put some friendly pressure on some of our partners.... Canada has strongly urged that the G-7 leaders examine the institutions of the Bretton Woods system. This issue will play a very important role in our discussions in Halifax, thanks to the leadership of Prime Minister Chrétien.... The Bretton Woods institutions are the products of a bygone era. Although they themselves have undertaken some attempts at reform, these efforts have never been guided by clear and concerted political leadership. The Halifax Summit allows us to join together and give the International Monetary Fund [IMF] and the World Bank a clear vision.... The chance to host the G-7 Summit, with all that this entails, comes only once every seven years. I think that Canada, for its part, has done its best to make this a successful summit — one where substance takes precedence over procedure, one where leaders must make many difficult decisions. The follow-up accorded to our Halifax discussions is no less important than the work done so far in preparation for the summit. As host country, Canada has the chairmanship of the summit until year's end. We are determined to use this mandate to help bring about a follow-up to our discussions. This is doubtless a weak point in the history of the G-7 that absolutely must be corrected. I can tell you that Prime Minister Chrétien is aware of this question. The second Annual Forum on Canada's International Relations lends itself well to this kind of follow-up exercise. The Forum will take place in September and will focus on Canada and the international institutions. I expect to obtain from the participants their views on the Halifax Summit and their ideas concerning the direction we should take in preparation for the next G-7 meeting.

Notes for an Address by the Honourable André Ouellet, Minister of Foreign Affairs, at a Colloquium Organized by l'Institut international d'études administratives de Montréal in Collaboration with L'École nationale d'administration publique, (Montreal, Quebec, June 13, 1995, 95/39).

CIDA

CIDA Selects University of Guelph to Manage Agricultural Project in Egypt

June 16 1995, 95-18

Brenda Chamberlain, Member of Parliament for Guelph-Wellington, announced on behalf of Foreign Affairs Minister André Ouellet that the University of Guelph has been selected by the Canadian International Development Agency (CIDA) to implement an agricultural project in Egypt. "Guelph has the unique combination of expertise in revenue generation, agricultural extension and development communication needed to carry out this project," Mrs. Chamberlain said. The three-year project, to be managed by the university's rural extension studies department, will help improve communication systems to ensure that Egyptian farmers are informed of the latest agricultural techniques and water conservation practices.

Six Companies Win CIDA Awards for Excellence in International Development

June 14 1995, 95-11

Six Canadian companies have been recognized by the Canadian International Development Agency (CIDA) for their outstanding contributions to international development. "CIDA applauds these examples of principled hard work and achievement by the private sector," said Mrs. Huguette Labelle, President of CIDA. "Canadians can take pride in these companies, whose commitment to excellence is assisting the cause of international development as well as strengthening trade. These projects are evidence that, together, we can make a difference." The winners of the 1995 Canadian Awards for International Development are: Associated Engineering Limited of Burnaby, B.C., for its plans for a wastewater collection and treatment facility in Sri Lanka; Canadian Fishery Consultants Limited of Halifax, for establishing a fish processing plant in Pakistan; Deloitte & Touche Management Consultants of Guelph, Ont., for helping small and medium-sized food producers in Jamaica export to Canadian markets; Engine Control Systems Limited of Newmarket, Ont., for an air pollution reduction project in several Latin American cities; John Van Nostrand Associates Limited of Toronto, for its work in developing a mixed-race, mixed-income housing community in East London, South Africa; and Vitronov Incorporated of Montreal, for an innovative greenhouse project in Morocco equipped with *in vitro* technology for plant growth.

The Heads of State and Government of seven major industrialized nations and the President of the European Commission, have met in Halifax for our 21st annual Summit. We have gathered at a time of change and opportunity, and have reaffirmed our commitment to working together and with our partners throughout the world.

Growth and Employment: The central purpose of our economic policy is to improve the well being of our people, allowing them to lead full and productive lives.... We remain committed to the medium-term economic strategy that we earlier agreed upon. Consistent with it, we are determined to make the best possible use of the current economic expansion by taking steps to promote durable job creation.....

Strengthening the Global Economy: The prevention of crisis is the preferred course of action. This is best achieved through each country pursuing sound fiscal and monetary policies. But it also requires an improved early warning system, so that we can act more quickly to prevent or handle financial shocks....

Promoting Sustainable Development: A higher quality of life for all people is the goal of sustainable development.... The primary responsibility rests with each country but bilateral and multilateral international cooperation is essential to reinforce national efforts. We are committed to securing substantial flows of funds and to improving the quality of our assistance. Multilateral institutions [the UN and Bretton Woods institutions] play a crucial role by providing intellectual leadership and policy advice, and by marshalling resources for countries committed to sustainable development.... We will work with the organizations and all their members to ensure relevant multilateral institutions....

Reducing Poverty: An overriding priority is to improve the plight of the world's poor.... We will work with others to encourage relevant multilateral institutions to: focus concessional resources on the poorest countries.... [and] direct a substantially increased proportion of their resources to basic social programmes and other measures which attack the roots of poverty....

Safeguarding the Environment: We place top priority on both domestic and international action to safeguard the environment.... Efforts must focus on pollution prevention, the "polluter pays" principle, internalization of environmental costs, and the integration of environmental considerations into policy and decision making in all sectors....

Preventing and Responding to Crises: To help prevent and mitigate emerging crises, including those with human rights and refugee dimensions, we will ask: The UN Secretary General to explore means to improve the analysis and utilization of disaster and conflict-related early warning information.... the Bretton Woods institutions and the U.N. to establish a new coordination procedure to facilitate a smooth transition from the emergency to the rehabilitation phase of crisis.... the bodies involved in the provision of humanitarian assistance to cooperate more closely with the Department of Humanitarian Affairs in its assigned coordination role....

Reinforcing Coherence, Effectiveness and Efficiency of Institutions: To fulfil their mission effectively into the future, multilateral institutions must continue to undertake reforms and to improve coordination and reduce overlap....

Creating Opportunities Through Open Markets: We recognize that new investment and increased trade are vital to achieving our growth and employment objectives. In a global market, opportunities for domestic and foreign producers and suppliers of goods and services depend as much on domestic policies as on external barriers. In order to improve market access, we intend to work for the reduction of remaining internal and external barriers....

Economies in Transition: We will continue our support for economic reform in the economies in transition, and their integration into the global trade and financial systems. We recognize their need for improved market access....

Nuclear Safety: Each country is responsible for the safety of its nuclear facilities..... We reaffirm the commitments of support made last year at Naples under the G-7 Action Plan for Ukraine's Energy Sector.... We invite other donors to join with the G-7 countries in contributing funds for this purpose....

Next Summit: We have accepted the invitation of the President of France to meet in Lyon from June 27th to 29th, 1996.

Excerpts from the Halifax Summit Communique, Halifax Nova Scotia, June 17, 1995

FINANCE

Government Introduces Legislation to Enhance the Safety and Soundness of the Financial System

June 20, 1995, 95-051

Secretary of State (International Financial Institutions) Doug Peters, on behalf of Finance Minister Paul Martin, introduced legislation to implement the measures proposed in the February 1995 White Paper, *Enhancing the Safety and Soundness of the Canadian Financial System*. The legislation will enhance the regulatory and supervisory system for federal financial institutions in a number of key areas: an early intervention policy, which will allow the Office of the Superintendent of Financial Institutions (OSFI) to take control of a troubled institution earlier than at present; enhanced disclosure of financial information by financial institutions and by the OSFI; and an expanded role for the Superintendent in the governance of troubled institutions to help develop a stronger prudential framework for federal institutions.... "These measures will help to ensure that confidence in Canada's financial system remains high," Mr. Peters said.

Tax Convention Signed by Canada and the Republic of Estonia

June 15, 1995, 95-049

Finance Minister Paul Martin announced that a convention between Canada and the Republic of Estonia for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital was signed on June 2, 1995, at Tallin.

UPCOMING EVENTS

- June 26: 50th Anniversary of the Signing of the UN Charter
- September 4-15: UN World Conference on Women (Beijing, China)
- December 2-4: 6th Summit of La Francophonie (Cotonou, Benin)

Additional copies of the above documents that are produced by the Department of Foreign Affairs and International Trade can be obtained by calling (613) 944-4000 or toll-free at 1-800-267-8376. Documents produced by other departments can be obtained by calling their respective communications divisions in Ottawa. "This Week in Trade and Foreign Policy/Le commerce et la politique étrangère cette semaine" is produced weekly by the Foreign Policy Communications Division (BCF) of the Department of Foreign Affairs and International Trade.

